

show that he would not consent, and had not consented, to any arrangement that would place his political friends in a false position.

Hon. Sir John A. Macdonald said he had desired, if possible, that the discussion on this subject would have proceeded without any reference to a personal matter, which should not be referred to on the floor of the House. However, as they had come up, let them be ended. The Government of '67 was, in fact, a continuation of that of the late Province, formed in '64 for the purpose of securing Confederation. It was a Coalition, formed by Mr. Brown on one side, and himself on the other. Mr. Brown left the Government before Confederation was obtained. It was endeavoured, in '67, to retain, as nearly as possible, the old Government, and very little change was made. They went to the country as a Coalition Government, and asked the support of all parties, to unite on one grand basis. There was an appeal to the constituencies as Conservatives, and not Reformers, and vice versa. They were appealed to, as Canadians, to carry out Confederation. The result of the elections showed that on both sides old feelings of political feuds were laid aside. There were many Reformers elected by Conservative votes, Conservatives elected by Reformers. There were many now in the House who will be quite happy to be re-elected by the votes of the Opposition, and the next election would show that the people will be actuated by the same motives in 1872 as they were in 1867. Men were and will be elected not because they were Tories or Reformers. Their antecedents had little or nothing to do with their re-election. In fairness to the Conservatives he thought it only just that they should have the same consideration from the Reformers, that the Reformers had from him in forming the Cabinet. It would be an unstatesmanlike proceeding by the Reform members to say that a man of Reform antecedents, should have such and such proportions in the Cabinet. There was no understanding as to the future made in 1867, and he would be able to prove it, and call witnesses between the hon. member for Lanark and himself. It would be remembered that at the time Mr. Brown left the Administration, the member for Lanark was in the West Indies, and as they could not wait until he returned, as it was a great blow, that a man in the position of Mr. Brown, a man who had taken such a commanding station, had withdrawn himself, he felt that Confederation would be endangered if by any delay or mistake they had formed themselves into party lines. He appealed at once to Mr. Howland, and he put the case to him and said, now it is necessary that you should act. I appeal to you

sont en jeu, il considère qu'il est de son devoir de montrer qu'il n'a pas consenti et qu'il ne consentirait pas à un accord qui placerait ses collègues dans une situation fausse.

L'honorable sir John A. Macdonald dit qu'il aurait préféré que la discussion sur ce sujet ne porte pas sur une question d'ordre personnel, ce genre de question ne devant pas être abordé à la Chambre. Mais comme elle a été soulevée, il convient d'y répondre. Le Gouvernement de 1867 est, en fait, une continuation du Gouvernement de coalition formé en 1864 en vue de concrétiser le projet de Confédération. Ce gouvernement était dirigé d'un côté par M. Brown et de l'autre, par lui-même. M. Brown a quitté le Gouvernement avant l'établissement de la Confédération. Le Gouvernement de 1867 se proposait de conserver à peu près les mêmes structures que l'ancien gouvernement, et très peu de changements ont été effectués. Ils ont sollicité les électeurs en tant que Gouvernement de coalition et ont demandé l'appui de tous les partis en vue de favoriser la réalisation d'un objectif commun. Ils ne faisaient pas appel aux électeurs en tant que conservateurs ou réformistes, mais en tant que Canadiens en vue de mener à bien la Confédération. Le résultat des élections indique que les partisans des deux partis ont mis de côté leurs vieilles rancunes politiques. Des partisans d'allégeance conservatrice ont élu un grand nombre de réformistes et des partisans du parti réformiste ont accordé leur appui aux conservateurs. Beaucoup de membres de la Chambre seraient très heureux d'être réélus grâce aux votes de l'Opposition, et aux élections de 1872, il est probable que les électeurs seront guidés par les mêmes motifs qu'en 1867. En effet, les hommes politiques ne seront pas élus simplement parce qu'ils sont conservateurs ou réformistes et leurs antécédents n'auront à peu près rien à voir avec leur réélection. Il estime qu'en toute justice, les réformistes devraient avoir pour les conservateurs la même considération que lui-même avait eue pour eux lors de la formation du Cabinet. Il ne s'agirait pas que les réformistes disent qu'ils doivent détenir telle ou telle proportion des portefeuilles au Cabinet. En 1867, il n'y a pas eu d'entente sur l'avenir, et il peut le prouver en appelant des témoins au courant de ce qui s'était passé entre l'honorable député de Lanark et lui-même. Ces témoins pourraient confirmer qu'à l'époque où M. Brown avait quitté le Gouvernement, le député de Lanark était aux Antilles; comme on ne pouvait attendre son retour et que la situation était grave par suite du départ d'un homme qui détenait un tel poste de commande, il avait estimé que la Confédération aurait été menacée si une erreur ou un retard avait entraîné la chute de la coalition. Il avait immédiatement fait appel